

Demande d'aide au démarrage en Maisons d'Assistants Maternels

Maison d'assistants maternels (Mam)

Nom de la MAM :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Numéro de téléphone :

@ :

Statut de la Mam (Association, Sci, autre précisez) :

Numéro de l'association ou numéro SIRET :

Nom du représentant juridique de la Mam :

Qualité du représentant juridique de la Mam (*président, trésorier...*):

Siège social de la personne morale gestionnaire de la Mam (indiquer son adresse complète si différente de celle de la Mam) :

Nom de la personne habilitée à signer la convention d'aide au démarrage MAM :

Adresse mail pour la signature de la convention d'aide au démarrage MAM :

Coordonnées bancaires de la Mam

COMPTE BANCAIRE	
IBAN (International Bank Account Number)	
■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■	<u>BIC (Bank Identifier Code)</u> ■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■

Déclaration sur l'honneur

En tant que représentant juridique de la Mam :

- je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration et des documents joints ;
- je m'engage à signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration à la Caf (cessation d'activité) ;
- je m'engage à respecter les engagements prévus dans la charte de qualité dont j'ai pris connaissance ;
- je certifie que l'ensemble des assistants maternels de la Mam ont pris connaissance de la charte de qualité et s'engagent à la respecter.

A _____, Le : _____

Signature

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caf vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles

L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 114-13 - amende, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale -

prononcé de pénalités). Certaines de ces informations peuvent être transmises à nos partenaires, dans le cadre de nos missions.

La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de

rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Pièces justificatives

- Extrait SIREN / SIRET
- Récépissé de déclaration d'Association à la Préfecture
- Statuts
- Composition du Conseil d'Administration et/ou du Bureau
- Relevé d'identité bancaire de la Mam